

# ***Chronique d'une guerre annoncée. La violence au Mexique à six ans du début de la guerre contre le narcotrafic***

Par Fernando A. Chinchilla, Ph.D

Le Mexique contemporain est un cas illustratif d'un «nouveau contexte de violence», loin des cadres traditionnels de guerre<sup>1</sup>, où il est difficile de distinguer les détonateurs du conflit des circonstances aggravantes et de ses conséquences. Il s'agit d'une situation où plusieurs acteurs armés nient à l'État son monopole de l'utilisation légitime de la force et influencent les résidents des zones sous leur contrôle grâce à leurs importantes ressources militaires, à leurs unités paramilitaires et à l'appui des gangs de rue<sup>2</sup>. Divers groupes criminels, dont les cartels Juarez,

Bertrán-Leyva, de Sinaloa, du Golfe, de Tijuana et de Jalisco, ainsi que les Chevaliers Templiers, les Zetas et La Famil a gèrent une diversité d'activités allant du trafic de drogues jusqu'à la soustraction du pétrole des oléoducs de la compagnie d'État, Pemex, en passant par les enlèvements, les extorsions et autres. Voilà pourquoi, dès son arrivée au pouvoir, le Président Felipe Calderón (2006-2012) annonce l'envoi de 6 000 soldats dans l'État du Michoacán (sur 36 000 à l'échelle nationale). Cette offensive militaire fait partie d'une stratégie qui atteint son zénith avec le déploiement de 96 000 effectifs en 2011, soit 40 % des militaires actifs<sup>3</sup> et qui eut pour conséquence entre 47 000 et 70 000 morts.

<sup>1</sup> Muggah, Robert (2012) *Researching the Urban Dilemma: Urbanization, Poverty and Violence*, International Development Research Center (IDRC), UKaid, p. 13, [http://www.idrc.ca/EN/Programs/Social\\_and\\_Economic\\_Policy/Governance\\_Security\\_and\\_Justice/Documents/Researching-the-Urban-Dilemma-Baseline-study.pdf](http://www.idrc.ca/EN/Programs/Social_and_Economic_Policy/Governance_Security_and_Justice/Documents/Researching-the-Urban-Dilemma-Baseline-study.pdf).

<sup>2</sup> Pour un historique du développement des capacités militaires des organisations criminelles mexicaines, voir: Steven Dudley, *Transnational Crime in Mexico and Central America: Its Evolution and Role in International Migration*, The Regional Migration Study Group (Washington DC: Woodrow Wilson International Center for Scholars, 2012), 4-6, <http://www.migrationpolicy.org/pubs/RMSG-TransnationalCrime.pdf>. Voir aussi: David Pion-Berlin et Harold Trinkunas, «Latin America's Growing Security Gap», *Journal of Democracy* 22, no. 1 (2011): 41. Pour une différenciation des concepts «gang de rue», «groupes de crime organisé» et

«organisations criminelles transnationales», Dudley, *Transnational Crime in Mexico and Central America: Its Evolution and Role in International Migration*, 3-4; Gustavo Robles, Gabriela Calderón, et Beatriz Magaloni, «The Economic Consequences of Drug Trafficking Violence in Mexico», Working Paper (Center on Democracy, Development, and the Rule of Law, Stanford University, 2013), 4, [http://fsi.stanford.edu/research/economic\\_costs\\_of\\_criminal\\_violence/](http://fsi.stanford.edu/research/economic_costs_of_criminal_violence/).

<sup>3</sup> International Crisis Group, *Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico*, 16, 17. Ver también: Esperanza Palma, «México: Entre la Violencia y la Consolidación del Sistema

La violence au Mexique est plurielle et contradictoire<sup>4</sup>. D'une part, l'exhibition de corps démembrés, les fusillades fortuites et les actes de terrorisme signalent l'arrivée de formes de violence intenses, imprévisibles et aveugles face aux victimes, dont beaucoup sont des civiles<sup>5</sup>. L'ampleur du problème est difficile à saisir, car la violence échappe aux mesures fiables. Non seulement les sources officielles ne sont pas toujours crédibles<sup>6</sup>, mais aussi le «chiffre noir», c'est-à-dire les crimes non dénoncés par les victimes par peur ou méfiance, est élevé. On sait que le taux d'homicides est passé de 9,7 pour 100 000 habitants (2006) à 23,7 (2011)<sup>7</sup>, égalant ainsi des statistiques propres à des pays vivant un conflit armé interne. Ciudad Juarez, située à la frontière mexicano-américaine, a déjà reçu le titre de la ville la plus meurtrière de la planète. Les 3000 homicides enregistrés en 2010 ont fait de cette municipalité de 1,3 million d'habitants un endroit plus

dangereux que Bagdad, Caracas ou Kandahar<sup>8</sup>. D'autre part, et malgré ce scénario, le Mexique restait en 2011 un endroit plus sécuritaire que des pays comme la Colombie, le Salvador, le Honduras ou le Venezuela<sup>9</sup>. Clairement, des États comme Baja California, Chihuahua, Durango, Guerrero, Michoacán et Sinaloa détenaient des taux très élevés d'homicides. Pourtant, la violence n'est pas répartie équitablement à travers le pays, si bien que les statistiques du Yucatán étaient comparables à celles de la Belgique<sup>10</sup>.

En fait, l'existence de trafiquants et l'envoi de militaires ne sont pas des singularités de l'histoire mexicaine. En effet, l'opium, à la base du «*Mexican Mud*» distribué aux États-Unis dans les années 1930, a été produit dans l'État du Sinaloa dès 1914<sup>11</sup>. Des *campesinos* de ce même État, du Chihuahua et de Durango, ont aussi cultivé le cannabis pendant les années 1960. À Michoacán, la culture de marijuana fut populaire au début des années 1980<sup>12</sup>. De même, le déploiement militaire de 2006 est possiblement «la plus importante action non-humanitaire de l'histoire récente du pays»<sup>13</sup>, mais l'armée est déjà intervenue pour prévenir et éliminer la production de marijuana dans les années 1960 et 1970<sup>14</sup>. Par ailleurs, le

de Partidos», *Revista de Ciencia Política* 30, no. 2 (2010): 380; Salvador Maldonado Aranda, «Drogas, Violencia y Militarización en el México Rural. El Caso de Michoacán», *Revista Mexicana de Sociología* 74, no. 1 (2012): 31.

<sup>4</sup> Pour une discussion concernant la notion de violence, voir: Raúl Rodríguez Guillén, «Crisis de autoridad y violencia social: los linchamientos en México», *Polis: Investigación y Análisis Sociopolítico y Psicosocial* 8, no. 2 (2012): 44-46; Paola Gutiérrez Cuéllar, Gabriela Magdaleno del Río, et Viridiana Yáñez Rivas, «Violencia, Estado y Crimen Organizado en México», *El Cotidiano* September-October, no. 163 (2010): 106-107; Muggah, *Researching the Urban Dilemma: Urbanization, Poverty and Violence*, 18-21.

<sup>5</sup> Pour des exemples, voir: Pamela Huerta, *Mexico's «War on Drugs»: A Successful Strategy?*, Policy (Peace and Conflict Monitor, 2012), 6; International Crisis Group, *Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico* (International Crisis Group, March 19, 2013), 15, <http://www.crisisgroup.org/en/regions/latin-america-caribbean/mexico/048-pena-nietos-challenge-criminal-cartels-and-rule-of-law-in-mexico.aspx>, 20; Alberto Aziz Nassif, «Violencia y Destrucción en una Periferia Urbana. El Caso de Ciudad Juárez, México», *Gestión y Política Pública* (2012): 230.

<sup>6</sup> María Eugenia de la O et Alma Leticia Flores Ávila, «Violencia, Jóvenes y Vulnerabilidad En La Frontera Noreste de México», *Desacatos* Janvier-Avril, no. 38 (2012): 18.

<sup>7</sup> Palma, «México: Entre la Violencia y la Consolidación del Sistema de Partidos», 380. Voir aussi: United Nations Office on Drugs and Crime, «International Homicide, Count and Rate Per 100,000 Population (1995-2011)», 2012; Eric L. Olson, *Considering New Strategies for Confronting Organized Crime in Mexico* (Washington DC: Mexico Institute, Woodrow Wilson International Center for Scholars, 2012), 1, <http://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/New%20Strategies%20Final.pdf>.

<sup>8</sup> De plus, ce chiffre n'inclut ni les 1344 dénonciations de kidnapping consignés en 2011 (600 de plus que les 733 reçues en 2006), ni d'autres types de violence. Voir: International Crisis Group, *Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico*, 1, 9, 24.

<sup>9</sup> United Nations Office on Drugs and Crime, «International Homicide, Count and Rate Per 100,000 Population (1995-2011)». En ligne: <http://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/homicide.html> (visité le 25 octobre 2013). Voir aussi Dudley, *Transnational Crime in Mexico and Central America: Its Evolution and Role in International Migration*, 2.

<sup>10</sup> International Crisis Group, *Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico*, 2; Palma, «México: Entre la Violencia y la Consolidación del Sistema de Partidos», 380.

<sup>11</sup> International Crisis Group, *Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico*, 5. Voir aussi: Maldonado Aranda, «Drogas, Violencia y Militarización en el México Rural. El Caso de Michoacán» 14. Voir aussi: International Crisis Group, *Justice at the Barrel of a Gun: Vigilante Militias in Mexico*, Crisis Group Latin America Briefing # 29 (Mexico City, Bogotá, et Brussels: International Crisis Group, May 28, 2013), 8.

<sup>12</sup> Maldonado Aranda, «Drogas, Violencia y Militarización En El México Rural. El Caso de Michoacán», 18.

<sup>13</sup> Benjamin Lessing, «The Logic of Violence in Drug Wars: Cartel-State Conflict in Mexico, Brazil and Colombia», CDDRL Working Paper (Stanford University, 2013), 1.

<sup>14</sup> International Crisis Group, *Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico*, 6, 16;

Président Vicente Fox (2000-2006) a autorisé son assistance pour lutter contre les cartels de la drogue au début du siècle, notamment dans les États de Tamaulipas et de Guerrero<sup>15</sup>.

Cette chronique vise à dégager un raisonnement capable de relier diverses thèses dans une démarche moins morcelée, en se penchant sur les causes et les effets de cette violence. Deux hypothèses seront étudiées, l'une traitant la violence comme variable dépendante, l'autre comme indépendante : (a) la violence résulte de la transformation du marché international des drogues, de la guerre amorcée par le Président Calderón en 2006 et de l'érosion des pactes informels historiques entre acteurs légaux et illégaux<sup>16</sup> ; (b) la violence au Mexique produit une détérioration du régime démocratique et l'affaiblissement du contrôle territorial de l'État.

### Les fondements de la violence au Mexique contemporain

Au moins trois explications ont été proposées pour mieux saisir la montée de la violence au Mexique au XXI<sup>e</sup> siècle. La première voit les cartels comme des entreprises transnationales à la recherche d'opportunités d'affaires qui déterminent rationnellement leurs stratégies pour maximiser leurs bénéfices et minimiser leurs coûts<sup>17</sup>. Même s'il s'avère difficile d'estimer les profits de la production, du transport et de la distribution de cocaïne, force est de constater que cette drogue a transformé plusieurs narcotrafiants en milliardaires<sup>18</sup>. Le portfolio des

crimes s'est lui aussi diversifié. L'essence volée représente en USD entre 2 et 4 milliards par an<sup>19</sup>, alors que le commerce de précurseurs chimiques (essentiels pour fabriquer des biens légaux, mais aussi pour produire de la drogue telle que le «*chrystal meth*»), est aussi en croissance<sup>20</sup>. Le trafiquant, comme tout homme d'affaire, préfère un milieu stable et sécuritaire pour fonctionner<sup>21</sup>. Or, les bénéfices demeurent extrêmement séduisants dans un contexte de guerre, ce qui compense l'augmentation des risques (incluant l'affrontement avec les forces étatiques et/ou avec d'autres cartels). Le Département de la Justice des États-Unis calcule les profits des cartels colombiens et mexicains à USD 18 et 39 milliards (2008)<sup>22</sup>.

Une deuxième interprétation de la violence au Mexique analyse la guerre selon les actions et réactions des belligérants. Le point de départ du «jeu» est le virage amorcé par rapport à la politique de collaboration tacite avec les principaux cartels par le Président Fox en faveur de la confrontation directe au crime. Cette stratégie a engendré certains «succès»<sup>23</sup>, dont la saisi de 205,6 millions de dollars et de 1,5 millions pesos mexicains en liquide en mars 2006 et la capture de 23 562 kilos de cocaïne cette année-là par les marines mexicains. Or, la stratégie de Calderón, en continuité avec celle de Fox, se différencie de celle-ci à deux égards. Premièrement, dans une tentative de

<sup>19</sup> Pemex a détecté 1324 «piqûres» à ses oléoducs en 2011; ce chiffre fût de 712 en 2010 et de 136 en 2005. Voir : International Crisis Group, *Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico*, i, 9.

<sup>20</sup> Sofía Vizcarra Castillo, «Los Efectos de la Implementación del Régimen de Control y Fiscalización de Precursores e Insumos Químicos para el TID Cocaínico en los Países de la Región Andina: Especificidades del Caso Peruano» (présenté au VI Congrès latino-américain de science politique, Quito, Équateur, 2012).

<sup>21</sup> Pereyra, «México: Violencia Criminal y 'Guerra Contra el Narcotráfico'», 441.

<sup>22</sup> International Crisis Group, *Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico*, 7; Pion-Berlin et Trinkunas, «Latin America's Growing Security Gap», 41; Pereyra, «México: Violencia Criminal y 'Guerra Contra el Narcotráfico'», 441.

<sup>23</sup> Pendant le gouvernement Fox, l'armée a détruit, en moyenne, 500 hectares de cannabis et a saisi 55 tonnes du produit par an. En 2003, elle a saisi 15000 métamphétamines, 63700 psychotropes, 26 kilos de «*Crystal Meth*» et a détruit deux narco-laboratoires. Maldonado Aranda, «Drogas, Violencia y Militarización En El México Rural. El Caso de Michoacán», 25. Voir aussi: International Crisis Group, *Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico*, 16.

<sup>15</sup> Ibid., 16. Laura Medellín Mendoza, «El Resguardo de la Soberanía del Estado Constitucional en la Lucha Contra el Crimen Organizado en México», *Trayectorias* 12, no. 31 (2010): 125; Guillermo Pereyra, «México: Violencia Criminal y "Guerra Contra el Narcotráfico"», *Revista Mexicana de Sociología* 74, no. 3 (2012): 446.

<sup>16</sup> Pour une explication différente, voir: Robles, Calderón, et Magaloni, «The Economic Consequences of Drug Trafficking Violence in Mexico», 2.

<sup>17</sup> Phil Williams et Roy Godson, «Anticipating Organized and Transnational Crime», *Crime, Law & Social Change* 37 (2002): 324.

<sup>18</sup> La vente au détail d'un kilo de la drogue peut générer jusqu'à USD 120 000 dans les rues nord-américaines. Ce kilo coute 33 000 dollars à son arrivage aux États-Unis et 2400 dollars à produire en Colombie. Voir : International Crisis Group, *Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico*, 6.

fragmenter les cartels, elle vise à décapiter les organisations criminelles. Deuxièmement, Calderón refuse de faire une distinction entre les cartels qui rivalisent et ceux qui sont moins violents, privilégiant ainsi une action «équitable» contre tous les groupes armés illégaux. Combinés, ces deux éléments expliquent l'augmentation de la violence depuis 2006.

En effet, la disparition des leaders due à la stratégie d'assassinats ciblés – 25 des 37 narco-vedettes ont été tués ou arrêtés depuis 2006 – a attisé les luttes internes<sup>24</sup>. La compétition générée pour combler les postes vacants a déclenché de violentes interactions qui ont fini par bouleverser les rapports de force entre les cartels de drogue et entre ceux-ci et l'État<sup>25</sup>. De plus, face à la compétition interne pour s'emparer des postes en jeu, les nouveaux dirigeants ont dû employer la violence pour faire régner la discipline interne<sup>26</sup>. Dans ce contexte, la violence sert essentiellement à transmettre des messages. Si bien que les mutilations, les décapitations, les enlèvements et les tueries ont pour but de stimuler la peur, faire payer les «dettes» (revanche ou des dettes d'argent) et avertir les ennemis<sup>27</sup>. Voilà pourquoi cette nouvelle élite criminelle est perçue comme étant plus agressive que l'antérieure<sup>28</sup>. Aussi, Calderón a décidé de ne pas distinguer les cartels «violents» des «moins violents», donnant lieu à ce que Lessing appelle un «manque de conditionnalité»<sup>29</sup>. Cela a généré une forte réaction des criminels, qui a répondu à l'offensive étatique par une campagne d'intimidation sans précédent, incluant

les extorsions et les enlèvements, ainsi que par la diversification des activités illégales<sup>30</sup>. Selon Lessing, l'attaque inconditionnelle contre les cartels élimine leurs incitatifs à adopter des tactiques non-armées pour défendre les intérêts, dont le lobbying (discret) lors de la formulation de politiques publiques et la corruption des fonctionnaires lors de leur mise en vigueur<sup>31</sup>. Autrement dit, les coûts de la confrontation sont devenus moins importants que les bénéfices de la conciliation.

La troisième explication se base sur l'histoire politique du Mexique contemporain. Les pactes entre les trafiquants, l'État et l'élite politique établis pendant le règne du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) au 20<sup>ème</sup> siècle (et permettant de maintenir le crime organisé sous contrôle) ce que Snyder et Durán Martínez désignent comme étant des «filets étatiques de protection d'illégalités» (*State-Sponsored Protection Rackets*)<sup>32</sup>, ont été brisés suite à la perte d'hégémonie du PRI et l'arrivée au pouvoir du Parti Action Nationale (PAN) en 2000<sup>33</sup>. Les cartels sont alors devenus plus autonomes<sup>34</sup>. Cette thèse, fort populaire parmi les analystes et les observateurs, n'est certainement pas fautive, mais elle se base sur deux postulats litigieux. D'abord, elle suggère que les liens entre légalité et illégalité ont été détruits par l'alternance politique au niveau du gouvernement

<sup>24</sup> Pereyra, «México: Violencia Criminal y 'Guerra Contra El Narcotráfico'», 442–443, 450.

<sup>25</sup> Toute compétition pour contrôle territorial, de la part de groupes criminalisés, provoque de la violence. Les cartels ne font pas ici figure d'exception. Lenin Arango Castillo, «Tráfico de Drogas, Políticas de Disuasión y Violencia En México» *Estudios Económicos* 26, no. 2 (n.d.): 160. Voir aussi: Huerta, *Mexico's «War on Drugs»: A Successful Strategy?*, 2.

<sup>26</sup> Huerta, *Mexico's «War on Drugs»: A Successful Strategy?*, 2.

<sup>27</sup> Pereyra, «México: Violencia Criminal y 'Guerra Contra El Narcotráfico'», 444.

<sup>28</sup> L'augmentation de la violence après la capture d'Alfredo Bertán Leyva et après le décès d'Arturo Bertrán Leyva – la lutte territoriale a fait augmenter le taux d'homicides de 259 pour chaque 100 000 habitants en 2009 à 487 en 2010 – démontrent le bien fondé de cette affirmation. International Crisis Group, *Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico*, 10–11, 19–21.

<sup>29</sup> Lessing, «The Logic of Violence in Drug Wars: Cartel-State Conflict in Mexico, Brazil and Colombia», 9.

<sup>30</sup> International Crisis Group, *Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico*, 10, 20.; de la O et Flores Ávila, «Violencia, Jóvenes y Vulnerabilidad en la Frontera Noreste de México», 19.

<sup>31</sup> Pour un argument similaire: Medellín Mendoza, «El Resguardo de la Soberanía del Estado Constitucional en la Lucha Contra el Crimen Organizado en México», 112.

<sup>32</sup> Richard Snyder et Angélica Durán Martínez, «Drugs, Violence, and State-Sponsored Protection Rackets in Mexico and Colombia», *Colombia Internacional* 70, no. Juillet-Décembre (2009): 64–65.

<sup>33</sup> Huerta, *Mexico's «War on Drugs»: A Successful Strategy?*, 2; Pereyra, «México: Violencia Criminal y 'Guerra Contra El Narcotráfico'», 433; Snyder et Durán Martínez, «Drugs, Violence, and State-Sponsored Protection Rackets in Mexico and Colombia», 64; Olson, *Considering New Strategies for Confronting Organized Crime in Mexico*, 6; Bruce Bagley, *Drug Trafficking and Organized Crime in the Americas: Major Trends in the Twenty-First Century*, Woodrow Wilson Center Update on the Americas, Latin American Program (Washington DC: Woodrow Wilson International Center for Scholars, 2012), 12, <http://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/BB%20Final.pdf>.

<sup>34</sup> Maldonado Aranda, «Drogas, Violencia y Militarización en el México Rural. El Caso de Michoacán», 6.

central<sup>35</sup>, ce qui est néanmoins loin d'être une certitude. L'arrivée du PAN à la présidence n'est que le résultat d'un processus de conquête de pouvoir, d'abord au plan municipal, puis ensuite étatique<sup>36</sup>. Or, tout comme l'alternance qui avait débuté bien avant l'an 2000, l'arrivée à la présidence de Fox n'implique pas la sortie du PRI de chaque gouvernement local du pays<sup>37</sup>.

Ensuite, cette hypothèse suppose que l'État détenait le monopole de la force avant l'an 2000 dans tout le pays. Les récits historiques signalent cependant une expérience mixte à cet égard. Certes, l'État fédéral a maintenu un contrôle, mais son inefficacité ou la résistance locale au pouvoir central – les états de Guerrero et Michoacán, par exemple, ont une longue histoire à cet égard – l'a forcé à laisser les bureaucraties locales à la merci des malfaiteurs<sup>38</sup>. Aguililla, Apatzingán et Artega, des localités situées dans le Michoacán, sont devenues des narco-villages dès l'époque de l'État révolutionnaire, alors que des points frontaliers de Jalisco, Michoacán et Guerrero sont devenus des zones sans sécurité, des régions appelées des «triangles dorés»<sup>39</sup>. Dans ces endroits, le «...contrôle des affaires de la drogue dépendait de l'administration locale des bénéfiques, des sanctions,

des autorisations [...] du paiement de quotas et de l'extraction de rentes»<sup>40</sup>.

Comment réconcilier ces postulats litigieux ? Rappelons que le «pouvoir» est une notion relationnelle, c'est-à-dire que la crédibilité de l'État à tenir ses ententes dépend (aussi) du degré de solidité de ses interlocuteurs et de la stabilité des postes des employés publics<sup>41</sup>. Autrement dit, un État capable de garantir aux groupes criminels que les lois ne seront pas appliquées (ou le seront de façon sélective) et des groupes capables de payer des pots-de-vin, de contrôler le comportement de leurs membres et de fournir de temps en temps de l'information aux autorités locales, est suffisant pour conclure un pacte informel soutenable dans le temps, visant à protéger les activités criminelles de groupes (relativement faibles), tout en réduisant la violence<sup>42</sup>. Cela est vrai malgré les allégeances partisans des dirigeants locaux et même si en général, l'État demeure «faible».

En plus des trois arguments ici développés, au moins quatre facteurs aggravants ont favorisé l'escalade militaire au Mexique. Premièrement, sur le plan international, il existe un accès trop facile aux armes<sup>43</sup>. Deuxièmement, les États-Unis, ont favorisé une stratégie répressive basée sur une certification des pays qui luttent contre le trafic (1986), pénalisant ceux qui n'en font pas assez en leur refusant des prêts et de la coopération internationale et récompensant ceux qui font la guerre, en leur octroyant de l'aide financière à travers des programmes comme le *Plan Colombia* (2000) et par l'*Iniciativa Mérida* (2007)<sup>44</sup>.

<sup>35</sup> Voir, par exemple: Huerta, *Mexico's «War on Drugs»: A Successful Strategy?*, 2.

<sup>36</sup> Maldonado Aranda, «Drogas, Violencia y Militarización en el México Rural. El Caso de Michoacán», 28. Voir aussi: Medellín Mendoza, «El Resguardo de la Soberanía del Estado Constitucional en la Lucha Contra el Crimen Organizado en México», 122; Lessing, «The Logic of Violence in Drug Wars: Cartel-State Conflict in Mexico, Brazil and Colombia», 35.

<sup>37</sup> En fait, certains affirment que la pluralisation du système de partis politiques survenu avec la transition vers la démocratie a rendu plus facile le financement du crime organisé des campagnes locales présentant des politiciens à des postes municipaux et étatiques. Pereyra, «México: Violencia Criminal y 'Guerra Contra el Narcotráfico'», 434. Voir aussi: Phil Williams et Vanda Felbab-Brown, *Drug Trafficking, Violence, and Instability* (Pittsburg: Matthew B. Ridgway Center for International Security Studies, University of Pittsburg, and Strategic Studies Institute, U.S. Army War College, 2012), 12, <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdffiles/pub1101.pdf>.

<sup>38</sup> International Crisis Group, *Justice at the Barrel of a Gun: Vigilante Militias in Mexico*, 8.

<sup>39</sup> Maldonado Aranda, «Drogas, Violencia y Militarización en el México Rural. El Caso de Michoacán», 12.

<sup>40</sup> Pereyra, «México: Violencia Criminal y 'Guerra Contra el Narcotráfico'», 443.

<sup>41</sup> Snyder et Durán Martínez, «Drugs, Violence, and State-Sponsored Protection Rackets in Mexico and Colombia», 65.

<sup>42</sup> Ibid.

<sup>43</sup> En fait, 68000 des 99000 armes saisies par le Mexique de 2007 à 2011 sont neuves et proviennent des États-Unis. Le restant est constitué des armes utilisées pendant les guerres centraméricaines, toujours disponibles en raison de l'absence de programmes de destruction d'armes dans les procès de pacification centraméricains des années 1990. Voir: International Crisis Group, *Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico*, 15.

<sup>44</sup> Le Plan Mérida est une initiative de coopération bilatérale de USD 1.4 milliards sur trois ans négocié avec le Président George W. Bush, mais reconduit par le Président Obama à la hauteur de USD 330 millions de 2011 à 2012. Le plan vise à renforcer la protection conjointe États-Unis Mexique de citoyens des deux

Trisièmement, sur le plan national, on assiste à un transfert d'expertise des institutions étatiques de sécurité vers les organisations criminelles. Sur un total de 250 000 soldats, quelques 170 000 ont déserté entre 2000 et 2011, beaucoup d'entre eux pour rejoindre les structures criminelles<sup>45</sup>. Enfin, le Mexique a amorcé une décentralisation du pouvoir vers les entités locales sans toutefois renforcer les capacités étatiques pour mettre en vigueur la loi<sup>46</sup>. Rappelons que les nouvelles opportunités d'affaires créées par la libéralisation économique peuvent favoriser la criminalité si elles ne s'accompagnent pas d'une régulation étatique efficace<sup>47</sup>.

### Les conséquences politiques de la violence

Les effets de la guerre contre le narcotrafic sont multiples. Certains d'entre eux sont potentiellement contra cycliques, c'est-à-dire qui peuvent aider à diminuer la violence. Par exemple, la nocivité du crime peut convertir des individus passifs en citoyens actifs, l'action solidaire à travers l'action collective étant perçue comme un moyen pour l'affronter<sup>48</sup>. Il s'agit aussi d'un élément vital dans la pacification

---

pays. Pour plus d'information, voir : Ibid., 18–19.; Huerta, *Mexico's «War on Drugs»: A Successful Strategy?*, 2; de la O et Flores Ávila, «Violencia, Jóvenes y Vulnerabilidad en la Frontera Noreste de México», 17; Andrew Selee, Cynthia J. Arnson, et Eric L. Olson, *Crime and Violence in Mexico and Central America: An Evolving but Incomplete US Policy Response*, The Regional Migration Study Group (Washington DC: Woodrow Wilson International Center for Scholars, 2013), 1, 5, <http://www.migrationpolicy.org/pubs/RMSG-EvolvingPolicyResponse.pdf>. Pour des détails sur le Plan Colombia, voir, à titre indicatif, Bagley, *Drug Trafficking and Organized Crime in the Americas: Major Trends in the Twenty-First Century*, 5. En ce qui concerne le processus de certification, voir International Crisis Group, *Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico*, 18.

<sup>45</sup> Robinson Salazar Pérez et Ivonne Yennissey Rojas, «No me Mates: México en el Túnel de La Violencia», *El Cotidiano* no. 170 (2011): 78.

<sup>46</sup> Francis Fukuyama, sans remettre en question le bien-fondé des réformes structurelles, indique qu'il aurait fallu séparer la «portée» de l'État de sa «force», reliée à sa capacité à implémenter des politiques, pour réduire la première sans affecter la deuxième. Francis Fukuyama, «The Imperative of State-Building», *Journal of Democracy* 15, no. 2 (2004): 21–26.

<sup>47</sup> Williams et Godson, «Anticipating Organized and Transnational Crime», 322–323.

<sup>48</sup> Felipe González Ortiz, Ivett Tinoco García, et Alejandro Macedo García, «Inseguridad y Violencia. Narrativas en Torno a la Violencia y la Inseguridad en el Estado de México», *Espiral* XIX, no. 55 (2012): 80–81, 99.

d'environnements violents<sup>49</sup>. L'État a également augmenté le nombre de policiers et les a professionnalisés, un élément essentiel pour regagner le contrôle territorial. La police, l'expression concrète du monopole légitime de la force et le premier visage de l'État<sup>50</sup>, comptait 6000 officiers en 2006 ; elle en dispose aujourd'hui de 38000, mieux équipés et entraînés<sup>51</sup>. La stratégie étatique a aussi amélioré la coordination des trois paliers du gouvernement (municipal, étatique et fédéral), via la consolidation d'un système d'information (*Plataforma México*), ainsi que l'établissement d'un commandement unique, sensé harmoniser plus de 2000 policiers municipaux hérités par Calderón au moment de son assermentation<sup>52</sup>. Enfin, le Président Peña-Nieto a signé avec tous les partis politiques, le *Pacto por México*, un accord qui inclut huit initiatives pour réduire le crime, dont des projets pour la jeunesse, des modifications légales et de remaniement du système pénitencier et deux réformes de la force policière<sup>53</sup>. Peña-Nieto a affirmé vouloir prioriser la prévention et a indiqué que l'objectif est de réduire la violence<sup>54</sup>.

Toutefois, deux conséquences majeures peuvent renforcer le cycle de violence. D'une part, le crime a affaibli la démocratie mexicaine de plusieurs façons<sup>55</sup>. La peur qu'il engendre a démobilisé les citoyens résidant dans les zones les plus touchées<sup>56</sup>. Il

---

<sup>49</sup> Le «*Movimiento por la Paz con Justicia y Dignidad*», par exemple, a travaillé pour établir une loi de réparation pour les familles des disparus. International Crisis Group, *Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico*, 28. Voir aussi: Muggah, *Researching the Urban Dilemma: Urbanization, Poverty and Violence*, 56.

<sup>50</sup> González Ortiz, Tinoco García, et Macedo García, «Inseguridad y Violencia. Narrativas en Torno a la Violencia y la Inseguridad en el Estado de México», 107.

<sup>51</sup> En juin 2009, la Police fédérale et les militaires ont arrêté 92 officiers de l'État d'Hidalgo, accusés d'aider les Zetas. En 2011, 100 administrateurs et 900 policiers de la ville de Veracruz ont été licenciés en raison de dénonciations de corruption. International Crisis Group, *Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico*, 17, 22.

<sup>52</sup> Huerta, *Mexico's «War on Drugs»: A Successful Strategy?*, 2; International Crisis Group, *Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico*, 21.

<sup>53</sup> International Crisis Group, *Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico*, 38.

<sup>54</sup> Ibid, 18, 37;

<sup>55</sup> Ibid., i.

<sup>56</sup> Dans le scrutin intermédiaire de 2009, les états qui ont enregistré les plus bas taux de participation électorale sont les plus violents.

découragement aussi la contestation politique en justifiant l'adoption d'approches de type «main forte» (*Mano Dura*) qui criminalise la protestation sociale<sup>57</sup>. De plus, le déploiement militaire est inconstitutionnel. L'article 21 de la constitution réserve la sécurité publique aux corps policiers fédéraux<sup>58</sup>. C'est pourquoi la guerre affaiblit l'État de droit, l'armée n'étant pas assujettie aux institutions civiles ordinaires<sup>59</sup>. Il est à noter qu'avec des antécédents comme ceux du Président Carlos Salinas (1988-1994), qui a utilisé la lutte contre le narcotrafic comme excuse pour entamer des persécutions contre ses opposants politiques<sup>60</sup> et avec une société civile qui multipliait les dénonciations des violations des droits de l'Homme de la part des militaires<sup>61</sup>, il ne fallait pas s'attendre à un gain de légitimité étatique avec ce déploiement<sup>62</sup>. L'armée admet que de 2006 à 2011, 12 de ses membres ont été condamnés pour des violations aux droits humains<sup>63</sup>. Par ailleurs, le gouvernement a établi en avril 2012 un protocole d'utilisation de la force qui restreint l'usage des armes aux militaires seulement pour des

situations de danger immédiat<sup>64</sup>. De plus, l'impact des réformes policières demeure incertain. À ce jour, il est plus probable pour un citoyen mexicain de se faire extorquer par un policier que par un narcotrafiquant<sup>65</sup>.

D'autre part, les sources de contestation du monopole étatique de l'utilisation de la force se multiplient, principalement pour deux raisons. Premièrement, certains citoyens qui se sentent laissés pour compte ont formé des groupes d'autodéfense, dont les premiers sont apparus au Michoacán en 2011. En janvier et février 2013, des groupes semblables ont émergé dans les états de Guerrero et de Oaxaca<sup>66</sup>. Il s'agit d'individus sans uniforme, armés de machettes, de pistolets, ou de fusils automatiques, qui font des barrages routiers et des perquisitions<sup>67</sup>. Le sujet est délicat, non seulement parce que les autorités mexicaines permettent depuis longtemps à des polices communautaires de garantir la sécurité dans certains villages autochtones touchés par l'injustice et la marginalisation<sup>68</sup>, mais également parce que la multiplication de groupes armés fait augmenter l'incertitude. Les Chevaliers Templiers ont déjà accusé plusieurs de ces groupes d'être en réalité des marionnettes sous la tutelle du Cartel Jalisco Nouvelle Génération<sup>69</sup>.

Deuxièmement, face aux pertes d'effectifs en raison de la guerre, les cartels ont de plus en plus recours à des jeunes membres des gangs de rue et à des tueurs à gage amateur pour accomplir certaines tâches<sup>70</sup>. En 2010, exclusivement dans l'état de Nuevo León, on a recensé 1500 gangs, dont 20 ayant des liens avec les

Palma, «México: entre la Violencia y la Consolidación del Sistema de Partidos», 380.

<sup>57</sup> Les réformes législatives de 2007 auront éventuellement permis de détecter des mouvements d'argent en provenance d'activités illégales – les barons de la drogue auraient blanchi environ 100 millions de dollars de décembre 2006 à juin 2010 – mais la loi anti-terroriste de cette même année, qui fixe à 40 ans de prison la peine pour les cas les plus graves de terrorisme et qui a interdit la remise en liberté sous caution pour les présumés ravisseurs et subversifs, est la cible de critiques Salazar Pérez et Rojas, «No me Mates: México en el Túnel de la Violencia», 6–8.

<sup>58</sup> Des partis politiques ont accusé les défenseurs des réformes de criminaliser les protestations, en permettant que des dirigeants sociaux puissent être accusés de terrorisme. Ibid., 7. Voir aussi: Medellín Mendoza, «El Resguardo de la Soberanía del Estado Constitucional en la Lucha Contra el Crimen Organizado en México», 127–128.

<sup>59</sup> Pereyra, «México: Violencia Criminal y 'Guerra Contra el Narcotráfico'», 449.

<sup>60</sup> Maldonado Aranda, «Drogas, Violencia y Militarización en el México Rural. El Caso de Michoacán», 22.

<sup>61</sup> Medellín Mendoza, «El Resguardo de la Soberanía del Estado Constitucional en la Lucha Contra el Crimen Organizado en México», 130.

<sup>62</sup> Rappelons ici le cas des deux étudiants tués par erreur par l'armée dans le campus du *Instituto Tecnológico de Monterey*; pour les faire paraître comme des narcotrafiquants et simuler un affrontement, les soldats ont placé des armes sur leurs corps. International Crisis Group, *Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico*, 29.

<sup>63</sup> Salazar Pérez et Rojas, «No me Mates: México en el Túnel de la Violencia», 9.

<sup>64</sup> International Crisis Group, *Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico*, 29.

<sup>65</sup> Robles, Calderón, et Magaloni, «The Economic Consequences of Drug Trafficking Violence in Mexico», 4.

<sup>66</sup> International Crisis Group, *Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico*, 28.

<sup>67</sup> International Crisis Group, *Justice at the Barrel of a Gun: Vigilante Militias in Mexico*, 2.

<sup>68</sup> Ibid., 3.

<sup>69</sup> Ibid., 13.

<sup>70</sup> International Crisis Group, *Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico*, 14. Pour une discussion par rapport à la définition du concept de «gang», voir: Muggah, *Researching the Urban Dilemma: Urbanization, Poverty and Violence*, 47–48.

Zetas<sup>71</sup>. La sous-traitance existe au Mexique depuis longtemps, les cartels transnationaux vendant à de plus petites organisations le droit d'utiliser les routes locales de trafic au moyen de «taxes» de passage exorbitantes<sup>72</sup>. Toutefois, ces groupes sont moins cohérents, n'ayant pas d'objectif clair ni de hiérarchie établie et ne sont pas nécessairement redevables face aux barons de la drogue<sup>73</sup>. Ils sont donc plus difficiles à contrôler, posant ainsi un défi plus sérieux au monopole étatique dans l'utilisation de la force et à toute tentative de résolution pacifique de conflits.

### Considérations finales

Certains journaux voient aujourd'hui une réduction de la violence en 2012-2013 – la police compte 20 560 homicides en 2013, moins que les 22 480 de 2011; autres sources voient plutôt une continuation du bain de sang, le gouvernement ayant enregistré 5296 assassinats reliés aux cartels entre le 1<sup>er</sup> décembre 2012 et le 1<sup>er</sup> mai 2013<sup>74</sup>. Au-delà des chiffres conjoncturels, on sait que le crime organisé est une menace à la sécurité des citoyens, au développement économique et à la stabilité démocratique<sup>75</sup>. Pour cette raison, s'il s'agit de (re)gagner le contrôle légitime de l'État sur le territoire mexicain, il faudra aller au-delà de l'imposition forcée de la loi aux criminels<sup>76</sup>. Sinon, les analyses sur le déroulement de cette guerre ressembleront de plus en plus à la chronique d'une mort annoncée.

Cet essai a passé en revue les principales thèses qui signalent qu'au Mexique, la violence a augmenté, entre autres, en raison des réactions à la guerre contre le narcotrafic<sup>77</sup>, mais aussi de la métamorphose du marché transnational des drogues et de la fin des ententes informelles entre acteurs légaux et illégaux

qui avaient auparavant permis de maintenir la violence à un bas niveau. On conclut aussi que, mis à part quelques effets contre cycliques, les principales conséquences de la violence pointent vers une remise en question de la démocratie en tant que système de résolution pacifique de conflits et de l'État comme entité qui monopolise l'usage légitime de la force. Jusqu'à présent, les réactions politiques, tant en général qu'au niveau de ses manifestations plus concrètes, sont limitées ou partielles. Par exemple, en essayant de faire la différence entre les polices communautaires et les groupes d'autodéfense récemment apparus, le gouvernement fédéral a lancé une offensive à Michoacán, alors qu'il a négocié avec des dirigeants de Guerrero pour diminuer l'impact de ses groupes dans cet État<sup>78</sup>. La différenciation d'attitudes vis-à-vis divers groupes est un pas en avant, quoi que insuffisant. Si l'objectif est de créer les conditions pour favoriser une diminution soutenable de la violence, il faut peaufiner les diagnostics réalisés et innover en termes de formulation et mise en vigueur de politiques publiques. Sur ce point, on peut proposer des alternatives sous deux perspectives.

Au plan explicatif, toute analyse doit tenir compte du caractère transnational du phénomène. D'une part, il est illusoire de chercher à comprendre la conduite du crime organisé au Mexique sans analyser la logique transnationale résultant de la production de matières premières dans les Andes, le transport en Amérique centrale et la consommation aux États-Unis et en Europe<sup>79</sup>. D'autre part, il faut aussi analyser les effets de la guerre internationale contre la drogue au niveau local. À cet égard, la politique antidrogue de Washington en Colombie, au Pérou et en Bolivie, ainsi que la désarticulation des routes caribéennes de transports de drogues ont fait du Mexique une zone

<sup>71</sup> Huerta, *Mexico's «War on Drugs»: A Successful Strategy?*, 4.

<sup>72</sup> Pereyra, «México: Violencia Criminal y 'Guerra Contra el Narcotráfico'», 436, 444.

<sup>73</sup> Ibid., 6.

<sup>74</sup> International Crisis Group, *Justice at the Barrel of a Gun: Vigilante Militias in Mexico*, 3.

<sup>75</sup> Lessing, «The Logic of Violence in Drug Wars: Cartel-State Conflict in Mexico, Brazil and Colombia», 1.

<sup>76</sup> Pereyra, «México: Violencia Criminal y 'Guerra Contra el Narcotráfico'», 448.

<sup>77</sup> Robles, Calderón, et Magaloni, «The Economic Consequences of Drug Trafficking Violence in Mexico», 2.

<sup>78</sup> Ibid., 1, 3.

<sup>79</sup> Fernando A. Chinchilla, «Les Frontières Ouvertes de l'Amérique Latine», *Focal Point* 10, no. 6 (2011): 5–6.; de la O et Flores Ávila, «Violencia, Jóvenes y Vulnerabilidad en la Frontera Noreste de México», 14–15.; Bagley, *Drug Trafficking and Organized Crime in the Americas: Major Trends in the Twenty-First Century*, 2.; Olson, *Considering New Strategies for Confronting Organized Crime in Mexico*, 4.

stratégique pour le trafic<sup>80</sup>. De plus, l'effondrement des cartels de Medellín (1993) et de Cali (1995) a rendu les cartels mexicains plus puissants<sup>81</sup>. À l'inverse, il faut étudier les effets transnationaux des stratégies locales. De la même manière que plusieurs recherches rendent compte des effets de débordement du *Plan Colombia* dans la région des Andes, notamment dans des pays comme l'Équateur<sup>82</sup>, des études récentes montrent que la guerre du Président Calderón semble avoir forcé le déplacement de certaines activités illégales du Mexique vers l'Amérique centrale<sup>83</sup>. En bref, l'étude des causes et conséquences de la violence reliée au crime organisé transnational doit inclure une dimension de la géopolitique de la violence.

Au plan prescriptif, toute innovation en matière de politiques publiques passe par une rupture avec au moins trois pensées préétablies :

- (a) Il faut briser l'idée selon laquelle il existerait une relation directe entre illégalité, d'une part et la violence d'autre part, c'est-à-dire que plus une activité est illégale, plus elle est violente<sup>84</sup>. La carte de la violence au Mexique signale que les plus hauts taux d'homicides se

trouvent là où les cartels sont présents<sup>85</sup>. Il faut cependant tenir compte des expériences de pacification des favelas brésiliennes, qui signalent qu'un haut degré de conditionnalité diminue la violence et permet à l'État de récupérer des territoires ayant été soustraits à son autorité<sup>86</sup>. Autrement dit, des activités illégales peuvent se dérouler pacifiquement. Ainsi, une application stricte de la loi ne se traduit pas nécessairement en une diminution de la violence; au contraire, elle peut aussi l'attiser<sup>87</sup>. En définitive, une politique de zéro tolérance focalisée semble être mieux que zéro tolérance tout court<sup>88</sup>.

- (b) Il faut se demander si la guerre a porté des fruits, où mieux encore, il faut définir comment mesurer le «succès». Après 30 ans de politiques répressives, la plupart des experts concluent que l'échec de la lutte contre les drogues est évident<sup>89</sup>. Au Mexique, par exemple, après des centaines de milliers de morts, les 4.5 tonnes de *Crystal Meth*, les 905 kilos d'héroïne, les 1500 tonnes de marijuana et les 17.8 tonnes de cocaïne saisies en 2010, sont comparables aux chiffres de 2006 : 2.7 tonnes de *Crystal*, 449 kilos d'héroïne, 1046 tonnes de cannabis et 27 tonnes de cocaïne<sup>90</sup>.
- (c) Finalement, il faut se demander s'il est possible et souhaitable de négocier un cessez-le-feu avec des criminels. Jusqu'à récemment, cette idée était inconcevable. Cependant, des

<sup>80</sup> Maldonado Aranda, «Drogas, Violencia y Militarización en el México Rural. El Caso de Michoacán», 16.; Voir aussi: Medellín Mendoza, «El Resguardo de la Soberanía del Estado Constitucional en la Lucha Contra el Crimen Organizado en México», 125.

<sup>81</sup> International Crisis Group, *Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico*, 6.; Pereyra, «México: Violencia Criminal y 'Guerra Contra el Narcotráfico'», 435; Williams et Felbab-Brown, *Drug Trafficking, Violence, and Instability*, ix; Bagley, *Drug Trafficking and Organized Crime in the Americas: Major Trends in the Twenty-First Century*, 5; Robles, Calderón, et Magaloni, «The Economic Consequences of Drug Trafficking Violence in Mexico», 9.

<sup>82</sup> Grace Jaramillo, «Estudio Introductorio. Las Relaciones Ecuador-Colombia desde el Incidente de Angostura.», dans *Construyendo Puentes Entre Ecuador y Colombia*, Grace Jaramillo (Quito: Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO), Organización de los Estados Americanos (OEA), et Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), 2009), 23–24.

<sup>83</sup> Jorge Vargas Cullel, «La Calidad de la Democracia y el Estudio Comparado de La Democratización», *Revista Latinoamericana de Política Comparada* 5 (2011): 89.; Ted Galen Carpenter, «Drug Mayhem Moves South», *The National Interest*, 2012; Bagley, *Drug Trafficking and Organized Crime in the Americas: Major Trends in the Twenty-First Century*, 7.

<sup>84</sup> Snyder et Durán Martínez, «Drugs, Violence, and State-Sponsored Protection Rackets in Mexico and Colombia», 61; Huerta, *Mexico's «War on Drugs»: A Successful Strategy?*, 1.

<sup>85</sup> Selee, Arnson, et Olson, *Crime and Violence in Mexico and Central America: An Evolving but Incomplete US Policy Response*, 4.

<sup>86</sup> Le cas de Ciudad Juárez, qui a vu les homicides diminuer de 89 % entre octobre 2010 et octobre 2012 indique que la proximité communautaire et la prévention sociale sont fondamentales. International Crisis Group, *Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico*, 34–35.

<sup>87</sup> Olson, *Considering New Strategies for Confronting Organized Crime in Mexico*, 7.

<sup>88</sup> Olson, *Considering New Strategies for Confronting Organized Crime in Mexico*, 6.

<sup>89</sup> Bagley, *Drug Trafficking and Organized Crime in the Americas: Major Trends in the Twenty-First Century*, 13; Arango Castillo, «Tráfico de Drogas, Políticas de Disuasión y Violencia en México», 160.

<sup>90</sup> International Crisis Group, *Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico*, 24.

assouplissements pénaux favorisant le Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) de paramilitaires en Colombie et la signature de pactes de cessez-le-feu au Salvador entre les deux plus grands gangs de rue, la *Mara Salvatrucha* et *Barrio 18*<sup>91</sup> démontrent que des options alternatives peuvent être payantes en terme de sécurité publique.

---

<sup>91</sup> Ibid., 40.

---

## Bibliographie

Arango Castillo, Lenin. «Tráfico de Drogas, Políticas de Disuasión y Violencia en México». *Estudios Económicos* 26, no. 2 (2011): 157–185.

Aziz Nassif, Alberto. «Violencia y Destrucción En Una Periferia Urbana. El Caso de Ciudad Juárez, México». *Gestión y Política Pública* (2012): 227–268.

Bagley, Bruce. *Drug Trafficking and Organized Crime in the Americas: Major Trends in the Twenty-First Century*. Woodrow Wilson Center Update on the Americas, Latin American Program. Washington DC: Woodrow Wilson International Center for Scholars, 2012. <http://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/BB%20Final.pdf>.

Carpenter, Ted Galen. «Drug Mayhem Moves South». *The National Interest*, 2012.

Chinchilla, Fernando A. «Les Frontières Ouvertes de l'Amérique Latine». *Focal Point* 10, no. 6 (2011): 5–6.

De la O, María Eugenia, et Alma Leticia Flores Ávila. «Violencia, Jóvenes y Vulnerabilidad en la Frontera Noreste de México». *Desacatos* January-April, no. 38 (2012): 11–28.

Dudley, Steven. *Transnational Crime in Mexico and Central America: Its Evolution and Role in International Migration*. The Regional Migration Study Group. Washington DC: Woodrow Wilson International Center for Scholars, 2012. <http://www.migrationpolicy.org/pubs/RMSG-TransnationalCrime.pdf>.

Fukuyama, Francis. «The Imperative of State-Building». *Journal of Democracy* 15, no. 2 (2004): 17–31.

González Ortiz, Felipe, Ivett Tinoco García, et Alejandro Macedo García. «Inseguridad y Violencia. Narrativas en Torno a la Violencia y la Inseguridad en el Estado de México». *Espiral* XIX, no. 55 (2012): 79–116.

Gutiérrez Cuéllar, Paola, Gabriela Magdaleno del Río, et Viridiana Yáñez Rivas. «Violencia, Estado y Crimen Organizado en México». *El Cotidiano* September-October, no. 163 (2010): 105–114.

Huerta, Pamela. *Mexico's «War on Drugs»: A Successful Strategy?* Policy. Peace and Conflict Monitor, 2012.

International Crisis Group. *Justice at the Barrel of a Gun: Vigilante Militias in Mexico*. Crisis Group Latin America Briefing # 29. Mexico City, Bogotá, et Brussels: International Crisis Group, May 28, 2013.

———. *Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico*. International Crisis Group, March 19, 2013. <http://www.crisisgroup.org/en/regions/latin-america-caribbean/mexico/048-pena-nietos-challenge-criminal-cartels-and-rule-of-law-in-mexico.aspx>.

Jaramillo, Grace. «Estudio Introductorio. Las Relaciones Ecuador-Colombia desde el Incidente de Angostura». In *Construyendo Puentes Entre Ecuador y Colombia*, 15–32. Grace Jaramillo. Quito: Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO), Organización de los Estados Americanos (OEA), et Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), 2009.

Lessing, Benjamin. «The Logic of Violence in Drug Wars: Cartel-State Conflict in Mexico, Brazil and Colombia». CDDRL Working Paper. Stanford University, 2013.

Maldonado Aranda, Salvador. «Drogas, Violencia y Militarización en el México Rural. El Caso de Michoacán». *Revista Mexicana de Sociología* 74, no. 1 (2012): 5–39.

Medellín Mendoza, Laura. «El Resguardo de la Soberanía del Estado Constitucional en la Lucha Contra el Crimen Organizado en México». *Trayectorias* 12, no. 31 (2010): 107–136.

Muggah, Robert. *Researching the Urban Dilemma: Urbanization, Poverty and Violence*. International Development Research Center (IDRC), UKaid, 2012. [http://www.idrc.ca/EN/Programs/Social\\_and\\_Economic\\_Policy/Governance\\_Security\\_and\\_Justice/Documents/Researching-the-Urban-Dilemma-Baseline-study.pdf](http://www.idrc.ca/EN/Programs/Social_and_Economic_Policy/Governance_Security_and_Justice/Documents/Researching-the-Urban-Dilemma-Baseline-study.pdf).

Olson, Eric L. *Considering New Strategies for Confronting Organized Crime in Mexico*. Washington DC: Mexico Institute, Woodrow Wilson International Center for Scholars, 2012. <http://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/New%20Strategies%20Final.pdf>.

Palma, Esperanza. «México: Entre la Violencia y la Consolidación del Sistema de Partidos». *Revista de Ciencia Política* 30, no. 2 (2010): 379–396.

Pereyra, Guillermo. «México: Violencia Criminal y ‘Guerra Contra El Narcotráfico’». *Revista Mexicana de Sociología* 74, no. 3 (2012): 429–460.

Pion-Berlin, David, et Harold Trinkunas. «Latin America’s Growing Security Gap». *Journal of Democracy* 22, no. 1 (2011): 39–53.

Robles, Gustavo, Gabriela Calderón, et Beatriz Magaloni. «The Economic Consequences of Drug Trafficking Violence in Mexico». Working Paper. Center on Democracy, Development, and the Rule of Law, Stanford University, 2013. [http://fsi.stanford.edu/research/economic\\_costs\\_of\\_criminal\\_violence/](http://fsi.stanford.edu/research/economic_costs_of_criminal_violence/).

Rodríguez Guillén, Raúl. «Crisis de Autoridad y Violencia Social: Los Linchamientos en México». *Polis: Investigación y Análisis Sociopolítico y Psicosocial* 8, no. 2 (2012): 43–74.

Salazar Pérez, Robinson, et Ivonne Yenissey Rojas. «No me Mates: México en el Túnel de la Violencia». *El Cotidiano* no. 170 (2011): 5–13.

Selee, Andrew, Cynthia J. Arnson, et Eric L. Olson. *Crime and Violence in Mexico and Central America: An Evolving but Incomplete US Policy Response*. The Regional Migration Study Group. Washington DC: Woodrow Wilson International Center for Scholars, 2013. <http://www.migrationpolicy.org/pubs/RMSG-EvolvingPolicyResponse.pdf>.

Snyder, Richard, et Angélica Durán Martínez. «Drugs, Violence, and State-Sponsored Protection Rackets in Mexico and Colombia». *Colombia Internacional* 70, no. July-December (2009): 61–91.

United Nations Office on Drugs and Crime. «International Homicide, Count and Rate Per 100,000 Population (1995-2011),» 2012.

Vargas Cullel, Jorge. «La Calidad de la Democracia y el Estudio Comparado de la Democratización». *Revista Latinoamericana de Política Comparada* 5 (2011): 67–94.

Vizcarra Castillo, Sofía. «Los Efectos de la Implementación del Régimen de Control y Fiscalización de Precursores e Insumos Químicos para el TID Cocaínico en los Países de la Región Andina: Especificidades del Caso Peruano». Quito (Ecuador), 2012.

Williams, Phil, et Vanda Felbab-Brown. *Drug Trafficking, Violence, and Instability*. Pittsburg: Matthew B. Ridgway Center for International Security Studies, University of Pittsburg, and Strategic Studies Institute, U.S. Army War College, 2012. <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdffiles/pub1101.pdf>.

Williams, Phil, et Roy Godson. «Anticipating Organized and Transnational Crime». *Crime, Law & Social Change* 37 (2002): 311–355.

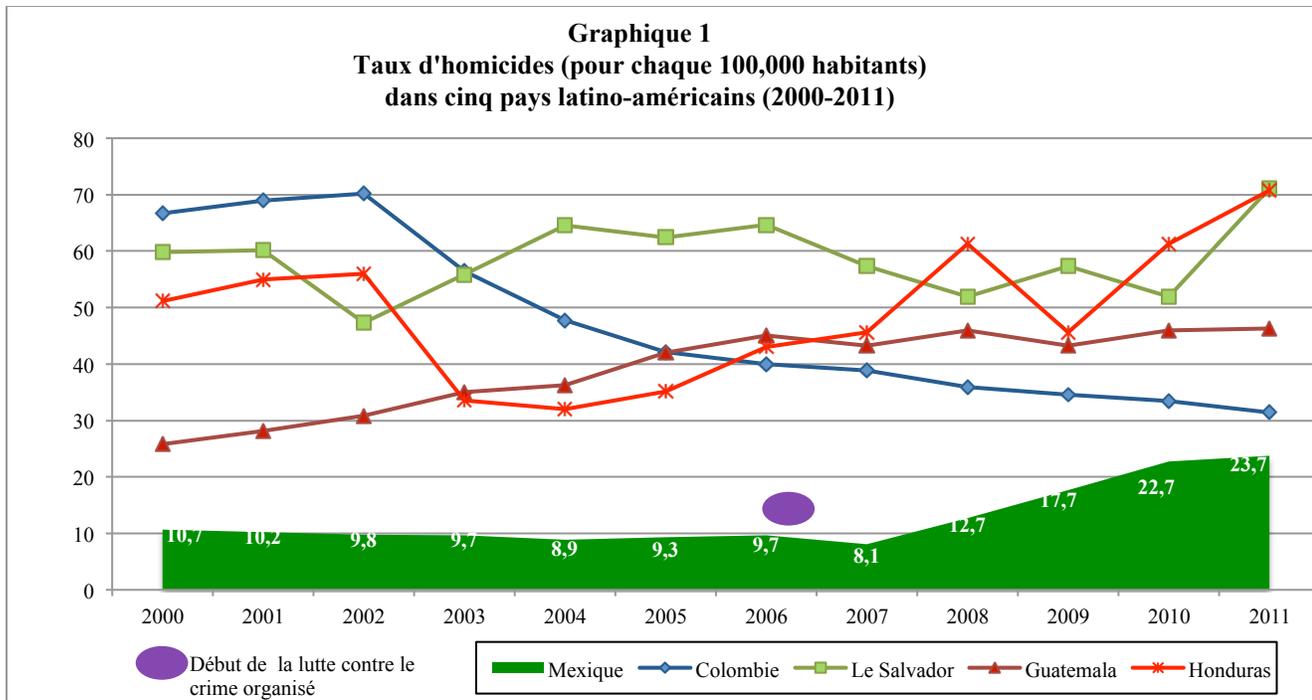
## Annexes

### Cadre 1 Acteurs armés mexicains

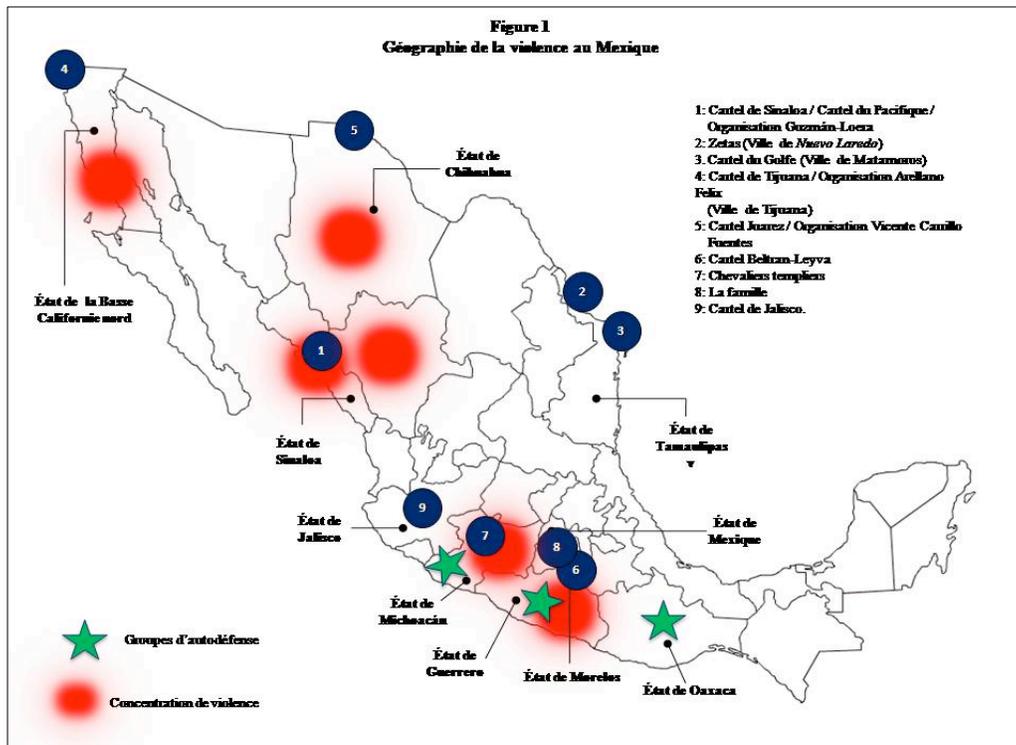
Nom <sup>(a)</sup>		Principaux dirigeants	Présence géographique	Information additionnelle
01	Cartel de Sinaloa / Cartel du pacifique / Organisation Guzmán-Loera	Joaquín «El Chapo» Guzmán; Ismael «El Mayo» Zambada	État de Sinaloa	Ses origines remontent aux villages producteurs d'opium de la Sierra Madre du début du XXème siècle. C'est l'un des cartels les plus riches.
02	Les Zetas	Heriberto Lazano «El Lazca» / Z-3 (mort) / Miguel Angel Treviño «Z-40».	États de Tamaulipas (surtout à la ville de Nuevo Ladero)	Fondé en 1991 par des anciens militaires qui luttèrent contre le Cartel du Golfe. Ils utilisent des tactiques militaires et sont soupçonnés d'être les auteurs des massacres les plus brutales.
03	Le Cartel du Golfe	Eduardo «El Coss» Costilla (arrêté) / Mario Armando Ramírez «El Peón/El X-20»	État de Tamaulipas (ville de Matamoros)	Ses origines se trouvent à l'époque des contrebandiers d'alcool. Aujourd'hui, il est en charge des plus grandes cargaisons de cocaïne. Le Cartel du Golfe s'est allié à son ancien ennemi, le Cartel de Sinaloa, pour lutter contre les <i>Zetas</i> .
04	Cartel de Tijuana / Organisation Arellano Felix	Luis Fernando Sánchez «El Ingeniero»	États de Baja California (ville de Tijuana)	Ayant recruté des jeunes et membres des gangs de rue californiennes, le Cartel de Tijuana devient connu dans la décennie 1990.
05	Cartel Juarez / Organisation Vicente Carrillo Fuentes	Vicente Carrillo Fuentes «Viceroy»	État de Chihuahua (ville de Ciudad Juarez)	Le Cartel Juarez travaille avec des groupes comme « <i>La línea</i> » et « <i>Barrio Azteca</i> », ce dernier étant présent dans les prisons au Texas.
06	Cartel Beltrán- Leyva	Alfredo Beltrán-Leyva (arrêté), Marcos Arturo Beltrán-Leyva «El Barbas» (mort), Carlos Beltrán-Leyva (arrêté), Héctor Beltrán- Leyva.	État de Morelos	Fondé par les quatre frères Beltrán-Leyva (Alfredo, Marcos Arturo, Carlos, et Héctor), après leur départ du Cartel de Sinaloa, le Carte. Beltrán-Leyva possède des laboratoires de méthamphétamine qui produisent du <i>Crystal Meth</i> .
07	Les Chevaliers templiers	Servando Gómez «La Tuta» / «El Profe»; Dionisio Loya «El Tío».	État de Michoacán	Ses racines se trouvent dans la «Familia Michoacana» du décédé Nazario Moreno González. Le groupe impose des règles de conduite et de cérémonies quasi religieuses à ses membres.
08	La famille	José de Jesús Méndez «El Chango» (arrêté)	État de Mexique	Il s'agit d'une fraction des Chevaliers templiers.
09	Cartel de Jalisco nouvelle génération / Matazetas	Rubén Osegura / Nemesio Osegura, «El Mencho»; Erick Valencia Salazar, «El 85» (arrêté)	État de Jalisco	Étroitement lié au Cartel de Sinaloa, ce Cartel a massacré des présumés Zetas et a conduit une dispute territoriale contre les Chevaliers templiers.
10	Groupes d'autodéfense			

<sup>(a)</sup> En espagnol, les noms sont : (1) Cártel de Sinaloa / Cártel del Pacífico / Organización Guzmán-Loera; (2) Los Zetas; (3) Cártel del Golfo; (4) Cártel de Tijuana / Organización Arellano Félix; (5) Cártel de Juárez / Organización Vicente Carrillo Fuentes; (6) Cártel de los Beltrán-Leyva; (7) Caballeros Templarios; (8) La Familia; (9) Cártel de Jalisco nueva generación / CJNG / Matazetas; (10) Autodefensas «civiles».

**Source:** International Crisis Group, «Peña Nieto's Challenge: Criminal Cartels and Rule of Law in Mexico» (International Crisis Group, March 19, 2013). En ligne: <http://www.crisisgroup.org/en/regions/latin-america-caribbean/mexico/048-pena-nietos-challenge-criminal-cartels-and-rule-of-law-in-mexico.aspx>, p. 48.



Source: United Nations Office on Drugs and Crime. «International Homicide, Count and Rate Per 100,000 Population (1995-2011),» 2012. En ligne: <http://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/homicide.html> (visité le 25 octobre 2013).



Source: élaboration propre de l'auteur.

## Direction

**Mathieu Arès**, professeur  
adjoint, Université de Sherbrooke

**Hugo Loiseau**, professeur  
agrégé, Université de Sherbrooke

## Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

## Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

### Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est  
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560  
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

### Adresse postale :

Université du Québec à Montréal  
Case postale 8888, succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Courriel : [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)

Site web : [www.ceim.uqam.ca](http://www.ceim.uqam.ca)

## Observatoire des Amériques

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : [oda@uqam.ca](mailto:oda@uqam.ca)

Site web : [www.ameriques.uqam.ca](http://www.ameriques.uqam.ca)



## Rédaction

**Par Fernando A. Chinchilla, Ph.D.**<sup>92</sup>

Professeur, Département de sciences sociales Université  
de Monterrey

Courriel : [fernando.chinchilla@udem.edu](mailto:fernando.chinchilla@udem.edu)

---

L'auteur tient à remercier Mlle. Julie Savoie pour sa disponibilité et intérêt à réviser le manuscrit original pour produire la version finale du texte.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).